



Assemblée générale

Distr. générale
11 septembre 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 71 b) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits humains :
questions relatives aux droits humains, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits humains et des libertés fondamentales

Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Dans sa résolution [76/158](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'état de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et sur l'application de la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande et couvre la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 27 juin 2023.

Le rapport comporte également des informations sur les activités afférentes à l'application de la résolution menées par le Secrétaire général, le Haut-Commissaire et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Comité des disparitions forcées, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 76/158, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dix-huitième session, un rapport sur l'état de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et sur l'application de la résolution. Le présent rapport fait suite à cette demande et couvre la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 27 juin 2023. Le précédent rapport a été publié sous la cote A/76/315.
2. Le 27 janvier 2023, le Secrétaire général a invité les États Membres, les institutions spécialisées, les fonds et programmes du système des Nations Unies et les organisations de la société civile à transmettre les informations pertinentes relatives à la mise en œuvre de la résolution¹.

II. Ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

3. Au 27 juin 2023, 98 États avaient signé la Convention et 71 l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré, 30 avaient reconnu la compétence du Comité des disparitions forcées pour recevoir et examiner des communications présentées par des personnes ou pour le compte de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignaient d'être victimes d'une violation, par un État partie, des dispositions de la Convention (art. 31) et 28 avaient reconnu la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un État partie prétendait qu'un autre État partie ne s'acquittait pas de ses obligations au titre de la Convention (art. 32). Des informations actualisées sur la ratification de la Convention figurent dans l'annexe au présent rapport.

III. Établissement des rapports

4. Au 27 juin 2023, 52 États parties avaient présenté leur rapport en application du paragraphe 1) de l'article 29 de la Convention et 19 avaient communiqué des renseignements complémentaires en application du paragraphe 4) de l'article 29 de la Convention.
5. À la vingt-quatrième session du Comité, tenue du 20 au 31 mars 2023, 41 rapports d'États parties présentés au titre du paragraphe 1 de l'article 29 avaient été examinés et huit rapports d'États parties présentés à titre de complément d'information au titre du paragraphe 4 de l'article 29, l'avaient été également.
6. Durant la période considérée, le Comité a continué d'envoyer, par l'intermédiaire de son secrétariat, des rappels aux États parties qui n'avaient pas remis leur rapport dans les délais, afin de les encourager à le présenter rapidement. Au 12 mai 2023, 10 États parties devaient encore soumettre leur rapport au titre du paragraphe 1) de l'article 29 et trois au titre du paragraphe 4 de l'article 29.
7. Restaient en outre à examiner au 2 juin, 10 rapports présentés en retard par les États parties en application du paragraphe 1) de l'article 29 et 11 présentés en application du paragraphe 4) de l'article 29. Le retard s'était accru au cours de la

¹ Au 27 juin 2023, des communications avaient été reçues de l'Arménie, de la Croatie, de l'Italie, du Liban, de la Lituanie, du Mexique, du Paraguay, de la Serbie, de l'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées, de la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées et de la Coalition internationale contre les disparitions forcées. Leurs réponses sont résumées dans le présent rapport.

période considérée, notamment en raison du manque de temps de réunion et de ressources humaines, ce qui avait nui à la capacité du Comité d'examiner les rapports des États parties.

8. Pour ce qui est des demandes d'action en urgence, au 2 juin 2023, le Comité en avait enregistré et transmis 1 607 aux États parties concernés. Parmi ces cas, 469 personnes disparues avaient été retrouvées, dont 442 personnes vivantes. Au total, 1 034 dossiers sont restés ouverts ; et 573 avaient été clôturés ou classés (parce que les personnes avaient été localisées) ou suspendus (parce que les auteurs avaient perdu le contact avec les proches de la personne disparue).

IV. Réponses reçues des États

9. Les résumés des réponses des États concernant la mise en œuvre de la résolution [76/158](#) sont présentés ci-dessous.

Arménie

10. L'Arménie a indiqué que le Ministère de la justice avait adopté un nouveau code pénal le 5 mai 2021. L'article 451 du nouveau code pénal érige en infraction les « disparitions forcées ».

11. L'Arménie a en outre indiqué que les archives de la police arménienne ne faisaient état d'aucune affaire en rapport avec cet article.

Croatie

12. La Croatie a indiqué que, depuis la guerre d'indépendance (1991-1995), elle s'était engagée à résoudre le grand nombre de disparitions survenues au cours de cette période. Au moment de la rédaction du rapport, elle avait réussi à localiser les dépouilles de 5 224 personnes par des exhumations, dont 4 370 avaient été identifiées avec succès. Elle continuait cependant à rechercher 1 816 personnes, les disparitions étant le problème humanitaire le plus important dans le pays depuis la guerre.

13. La Croatie a également indiqué qu'elle avait mené les recherches en utilisant son propre modèle de recherche des personnes disparues, qui complétait la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et les Principes directeurs concernant la recherche des personnes disparues adoptés par le Comité des disparitions forcées en 2019. Elle s'attachait à poursuivre les recherches avec la coopération de la Serbie.

Italie

14. L'Italie a déclaré que sa loi constitutionnelle défendait la démocratie, le respect intégral et effectif des droits humains et l'état de droit (articles 1, 2 et 5). En tant que tel, son système juridique prévoyait un cadre efficace visant à protéger les droits fondamentaux de la personne.

15. L'Italie a ajouté que sa Cour constitutionnelle était la gardienne suprême de la Constitution et qu'elle traitait les cas de violation des droits humains au niveau constitutionnel. L'Italie prenait toutes les mesures voulues pour accepter la compétence du Comité pour recevoir des communications individuelles et interétatiques en vertu des articles 31 et 32 de la Convention.

Liban

16. Le Liban a indiqué qu'il n'était pas un État partie à la Convention mais qu'il avait adopté la résolution n° 10/2000 le 21 janvier 2000 portant création d'une

commission chargée d'enquêter sur le sort des personnes enlevées et disparues pendant la guerre et de déterminer leur sort. Cette commission avait remis son rapport au gouvernement le 25 juillet 2000 et concluait à l'existence de fosses communes dans trois cimetières du pays.

17. Les conclusions du rapport avaient été toutefois vivement contestées par les parents des personnes disparues qui étaient convaincus que leurs proches étaient toujours en vie. Suite à cela, le gouvernement avait créé, conformément à la résolution n° 1/2001, le 5 janvier 2001, un organe de plainte des proches des personnes disparues, chargé de recevoir les plaintes des citoyens souhaitant que leur cas soit réexaminé. L'organe avait achevé sa mission le 7 juin 2002 et présenté son rapport au Conseil des ministres.

18. Le Liban a en outre indiqué que le 5 juin 2005, le gouvernement avait mis en place une commission mixte libano-syrienne chargée de traiter les cas des personnes disparues et des détenus dans les prisons syriennes, suite au retrait de l'armée syrienne du Liban le 24 avril 2005, et qui s'inscrivait dans le cadre des efforts accrus visant à faire la lumière sur les violations commises par l'armée arabe syrienne.

19. Ces efforts avaient accentué la demande d'informations sur le sort des personnes disparues ou victimes de disparition forcée, ce qui avait incité le Parlement libanais à adopter la loi n° 105 le 12 novembre 2018, en vertu de laquelle les membres de la famille et les proches se sont ainsi vu conférer le droit de savoir ce qu'il était advenu de leurs êtres chers et où ils se trouvaient.

20. Dans le cadre de cette loi, un organisme national indépendant pour les personnes disparues et les victimes de disparition forcée a été créé. Il était composé de 10 membres élus par décret en Conseil des ministres pour cinq mandats non renouvelables.

21. Les membres exerçaient leurs fonctions indépendamment de tout autre pouvoir, dans le cadre des dispositions de la loi n° 105 et l'organisme indépendant était doté d'une capacité juridique et d'une autonomie administrative et financière. Des procédures ont été mises en place pour garantir l'indépendance et la neutralité de ses membres et de son président. Les garanties nécessaires de confidentialité étaient offertes aux personnes qui fournissaient des renseignements pour les rassurer et les protéger.

22. L'article 26 de la loi permettait à l'organisme indépendant de mener tout type d'enquête pour localiser les personnes disparues ou les victimes de disparition forcée, afin de les libérer ou de retrouver leur dépouille.

23. Le Liban a également indiqué que lorsque des preuves étaient relevées dans un lieu d'inhumation, l'article 28 de la loi stipulait que l'organisme indépendant devait en informer le procureur. Il appartenait alors à ce dernier de prendre les mesures nécessaires pour protéger ces preuves. Simultanément, en vertu de cette loi, l'organisme indépendant pouvait également créer une commission pluridisciplinaire composée d'experts médico-légaux dont la mission était de rechercher les dépouilles et les corps et de les identifier.

24. En vertu de l'article 7 de la loi n° 105, les organes et institutions nationaux impliqués dans la recherche des personnes disparues ou des victimes de disparition forcée devaient, conformément à leur mandat et à leurs prérogatives, fournir les informations dont ils disposaient à l'organe indépendant à sa demande. Ils devaient également prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les actes susceptibles d'entraver les enquêtes et les sanctionner. Il était essentiel d'établir qu'aucune pression ou influence n'avait été exercée lors des opérations mentionnées dans cette loi.

25. L'article 22 de la loi prévoyait que les autorités libanaises et les autorités étrangères et les organes de l'État devaient répondre sans délai aux demandes de l'organisme indépendant concernant les documents et informations qu'il jugeait utiles à la bonne exécution de son mandat.

26. Le Liban a déclaré que la loi contenait un chapitre spécifique sur les sanctions. Outre leur droit de demander une indemnisation en vertu du droit commun, les victimes avaient également droit à une indemnisation morale et pécuniaire adéquate, qui serait fixée par un décret adopté par le Conseil des ministres, conformément à une proposition du ministre des finances et de la justice fondée sur la recommandation de l'organisme indépendant.

27. Le Liban a également indiqué que le commandement de l'armée libanaise œuvrait d'arrache-pied à l'application des normes en matière de droits humains, y compris celles relatives à la protection des personnes contre les disparitions forcées. Son action consistait notamment à veiller au respect des normes internationales lors de la détention d'individus ; à octroyer des garanties judiciaires aux personnes privées de liberté ; à permettre aux délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de visiter les prisons militaires pour en vérifier les conditions ; à charger les organes compétents d'assurer le suivi des cas de disparition de soldats ; à mettre en place un mécanisme de collecte et de traitement de toutes les informations relatives aux soldats disparus ; à coopérer avec les organisations locales et internationales pour identifier les corps retrouvés lors de conflits armés et de catastrophes naturelles et à les rendre à leurs proches ; à insister sur le contrôle strict de la contrebande et du trafic aux frontières et sur l'enregistrement de l'identité des personnes arrêtées ; et à coordonner le travail de sécurité avec d'autres appareils de sécurité et d'application de la loi pour lutter contre les crimes d'enlèvement, en particulier ceux qui touchaient les femmes et les enfants, et à arrêter et à en poursuivre les auteurs.

28. Le Liban s'est dit favorable à l'adhésion à la Convention. Il a toutefois émis des réserves quant aux compétences du Comité au titre des articles 31 et 32.

Lituanie

29. L'État partie a remercié le Comité du dialogue constructif qu'il avait instauré en septembre 2017. Les recommandations qui en avaient découlé avaient été analysées et examinées en profondeur par différents ministères et institutions afin de déterminer la manière dont elles pourraient être mises en œuvre. Une fois l'accord conclu, les ministères et institutions compétents en ont entamé l'application coordonnée.

Mexique

30. L'État partie avait donné suite aux recommandations du Comité en veillant à ce que la disparition forcée reste un crime contre l'humanité et en permettant à la Commission exécutive d'aide aux victimes de soutenir les actions en justice visant à promouvoir la poursuite des affaires, conformément à la stratégie juridique établie pour chacune d'entre elles.

31. Pour ce qui est des Principes directeurs du Comité concernant la recherche de personnes disparues, la Cour suprême de justice n'avait pas eu l'occasion de se prononcer à leur égard, mais reconnaissait leur importance et leur utilité. Conformément à ces Principes, la Commission exécutive d'aide aux victimes avait facilité l'inclusion des victimes dans les activités de recherche lorsque cela s'appliquait clairement à l'enquête pénale correspondant à leur cas. Pour atteindre cet objectif, la Commission exécutive avait instauré des mécanismes de collaboration et d'échange d'informations entre les différentes institutions impliquées dans la recherche et l'enquête. En outre, la Commission nationale de recherche était chargée

d'assurer un processus de recherche complet qui faisait intervenir les proches, les autorités fédérales et les entités, et qui suivait une approche impartiale et différenciée.

32. En ce qui concerne l'expérience et les bonnes pratiques recueillies dans le cadre de la mise en œuvre des lignes directrices clés de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires dans le contexte de la maladie à coronavirus (COVID-19), les propositions d'un « procès en ligne » et d'une « boîte aux lettres judiciaire automatisée » avaient été appliquées pour garantir l'accès à la justice de toutes les personnes pendant la pandémie. La Commission exécutive avait procédé à des ajustements d'ordre organisationnel et opérationnel afin de poursuivre ses activités et de protéger la population contre le virus. Par l'intermédiaire du Ministère de la santé, la Commission nationale de recherche avait également publié des lignes directrices concernant les opérations de recherche sur le terrain dans le contexte de la pandémie, qui avaient été adressées à toutes les parties prenantes impliquées dans les recherches sur le terrain.

33. En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de la Convention, y compris la prise en compte des risques particuliers encourus par les femmes et les groupes vulnérables, le manuel sur les personnes disparues, élaboré par la Cour suprême de justice, a souligné l'importance d'une approche différenciée dans le processus de recherche. En outre, la Commission nationale de recherche et la Commission nationale pour la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes ont procédé à l'élaboration collective des critères minimaux pour l'application et l'harmonisation du protocole d'Alba. Le protocole additionnel pour la recherche d'enfants et d'adolescents a également été appliqué et la Commission nationale de recherche a procédé, à la fois pour les recherches et les enquêtes, à une analyse contextuelle, reposant sur une approche différenciée et tenant compte des questions de genre.

34. L'État partie a souligné qu'il se conformait à l'article 33 de la Convention à la suite d'une visite effectuée en novembre 2021, au cours de laquelle le Comité avait rencontré les autorités de l'État, des organisations de la société civile et des victimes, et avait pris part à des activités de recherche sur le terrain. Les recommandations formulées par le Comité à la suite de la visite avaient été prises en compte et diverses mesures avaient été élaborées à cet égard.

35. En ce qui concerne l'assistance reçue et destinée à permettre de comprendre et d'appliquer la Convention, la Commission nationale de recherche avait mené plusieurs activités de renforcement des capacités grâce à la coopération et à l'assistance internationales. Les bonnes pratiques et les défis communs avaient été partagés au sein de diverses instances régionales, notamment lors d'une audition thématique tenue devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). La Commission nationale de recherche avait également travaillé en coordination avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) au Mexique et d'autres organisations internationales pour permettre leur participation et leur contribution en tant qu'experts.

Paraguay

36. Le Paraguay a indiqué qu'il avait adopté la loi n° 3977/2010, conformément à l'article 5 de la Convention, et qu'il avait approuvé la loi n° 4614/12, qui modifie les articles 236 et 309 du Code pénal pour mettre la définition de la disparition forcée en conformité avec la Convention. Il a également engagé un processus de consultation avec les autorités nationales sur la reconnaissance de la compétence du Comité en vertu des articles 31 et 32 de la Convention.

37. Le Paraguay a en outre indiqué qu'il disposait d'un mécanisme interinstitutionnel permanent, connu sous le nom de SIMORE Plus, pour systématiser et coordonner le suivi de la mise en œuvre des recommandations en matière de droits humains qu'il avait reçues. Il en était également à un stade avancé de l'élaboration de son deuxième rapport au Comité. Dans le cadre de ce processus, le recours à SIMORE Plus avait permis de faire appel à la participation constructive de la société civile, ainsi que des entités publiques.

38. En ce qui concerne l'application des Principes directeurs du Comité concernant la recherche de personnes disparues, le ministère de l'intérieur a suivi le protocole établissant « la procédure à observer en vue d'une intervention de la police dans les cas de recherche de personnes disparues », approuvé par la résolution n° 666/17. De même, le Bureau du Procureur général a collaboré avec l'unité spécialisée dans les droits humains, qui était chargée d'enquêter sur les allégations de disparitions forcées, de torture et de lésions corporelles, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, ainsi que sur d'autres actes violant les droits humains. L'unité appliquait à la fois la Convention et les Principes directeurs qui s'y rapportaient.

39. Le Paraguay a également signalé que le projet de loi D-2060858 sur la protection, la prévention et la sanction des personnes contre les disparitions forcées était en cours d'examen par le Congrès national. Cette loi visait à aider à mieux faire appliquer les principes et directives internationaux concernant les disparitions forcées.

40. L'État partie a en outre fait remarquer qu'il n'avait reçu ni visite du Comité, ni demande de visite d'État au titre de l'article 33 de la Convention.

41. Aucun document n'indiquait que le Paraguay avait bénéficié d'un soutien ou d'une assistance dans la mise en œuvre des obligations découlant de la Convention de la part d'entités des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales (ONG) ou du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

Serbie

42. La Serbie a fait observer qu'elle avait ratifié la Convention en 2011, soumis le rapport initial sur la mise en œuvre de la Convention en 2013 et présenté deux rapports contenant des informations sur la suite qui y a été donnée et des informations complémentaires au Comité en 2015 et 2021. Afin d'assurer le suivi et l'application des recommandations des entités des Nations Unies, la Serbie a créé en 2014 un conseil chargé de surveiller la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains. La Serbie a également veillé à ce que diverses institutions clés participent aux réunions de cet organe, lequel avait été reconnu par l'ONU comme un exemple de bonne pratique.

43. La Serbie a également indiqué qu'elle avait créé la Commission des personnes disparues en 2006 afin de garantir le droit des familles des personnes disparues à connaître le sort de leurs proches. La Commission avait traité des cas de personnes disparues dans le cadre des conflits armés sur le territoire de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie et dans la province autonome du Kosovo-Metohija. Certes la Serbie avait résolu un grand nombre de cas, mais beaucoup restaient en suspens. La Commission avait également accordé un soutien financier aux familles des personnes disparues.

44. La Serbie avait pleinement intégré la Convention dans sa législation nationale et créé un Bureau du Procureur chargé des crimes de guerre à Belgrade.

45. En outre, un programme de protection des témoins avait été créé et aidait les témoins qui étaient exposés à des menaces ou à d'autres formes de pression.

46. L'État partie a noté également que plusieurs organisations fournissaient une assistance juridique et un soutien aux familles des personnes disparues pour déterminer le sort de leurs proches, offraient un appui psychologique et des conseils aux victimes. Une approche différenciée a été adoptée pour toutes les actions et une analyse contextuelle a été réalisée pour les groupes vulnérables. L'État partie était également en passe d'élaborer un projet de loi sur les personnes disparues afin de définir plus précisément et de fournir l'assistance financière disponible aux proches des personnes disparues.

47. La Serbie a signalé qu'elle avait joué un rôle actif dans la coopération régionale et l'échange d'informations sur les personnes disparues afin de prévenir de futurs cas de disparition forcée.

48. L'État a reconnu que la pandémie de COVID-19 avait eu des effets néfastes sur le processus de recherche des personnes disparues. Ses conséquences économiques avaient nui aux processus de recherche, à l'accès à la justice et à l'assistance destinée aux proches des personnes disparues. Alors que la pandémie avait contraint l'État partie à fermer des institutions cruciales pour l'aide aux victimes, la Commission des personnes disparues avait continué à suivre l'évolution de la situation. Elle avait également permis d'appliquer des technologies numériques et de trouver d'autres solutions innovantes pour relever les défis posés par la pandémie, en organisant notamment une série de réunions multilatérales en ligne des autorités compétentes liées à la recherche des personnes disparues dans la région.

V. Activités menées par le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour sensibiliser à la question des disparitions forcées et promouvoir la ratification de la Convention

49. Dans son message à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, célébrée le 30 août, le Secrétaire général a souligné que les disparitions forcées, bien que strictement interdites par le droit international des droits de l'homme en toutes circonstances, continuaient d'être utilisées dans le monde entier comme méthode de répression, de terreur et d'étouffement de la dissidence. Paradoxalement, elles servaient parfois de prétexte pour lutter contre la criminalité et le terrorisme. Les avocats, les témoins, les opposants politiques et les défenseurs des droits humains en étaient les premières victimes. Il a rappelé que les disparitions forcées privaient les familles et les populations du droit de connaître la vérité sur le sort de leurs proches, d'exiger des comptes, et d'obtenir justice et réparation. En limitant la possibilité de rechercher les personnes disparues et d'enquêter sur les disparitions forcées présumées, la pandémie de COVID-19 n'avait fait qu'exacerber l'agonie et l'angoisse causées par ces disparitions. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées était un instrument indispensable à la lutte contre cette pratique lâche. Toutefois, la volonté et l'engagement de ceux qui avaient les moyens d'agir étaient nécessaires pour y parvenir. Les États doivent s'acquitter de leurs obligations et prévenir les disparitions forcées, rechercher les victimes et faire en sorte que les auteurs soient poursuivis, traduits en justice et sanctionnés. Pour conclure, le Secrétaire général a exhorté de nouveau tous les États à ratifier la Convention et à collaborer avec le Comité des disparitions forcées et le Groupe de travail sur les disparitions forcées pour mettre un terme à toutes les disparitions forcées.

50. De même, dans son message de 2022 à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, le Secrétaire général a souligné que les disparitions forcées constituaient plus qu'une violation des droits de l'homme à l'encontre d'un individu et que l'impunité aggravait la souffrance et l'angoisse. Il a rappelé qu'en vertu du droit international des droits de l'homme, les familles et les sociétés avaient le droit de connaître la vérité sur ce qui était arrivé aux individus, et engagé les États Membres à s'acquitter de cette responsabilité. Les disparitions forcées avaient souvent été utilisées comme stratégie pour semer la terreur dans la société. Le sentiment d'insécurité suscité par cette pratique ne se limitait pas aux proches parents des disparus, mais affectait également leurs communautés et la société dans son ensemble. Les victimes étaient fréquemment torturées et craignaient constamment pour leur vie. Elles savaient que leurs familles ignoraient ce qu'elles étaient devenues et que les chances étaient minces que quelqu'un leur vienne en aide. Soustraites à l'enceinte protectrice de la loi et « disparues » de la société, elles étaient en fait privées de tous leurs droits et étaient à la merci de leurs ravisseurs. Même si la mort n'était pas l'issue finale et que la victime était finalement libérée de son cauchemar, les cicatrices physiques et psychologiques de cette forme de déshumanisation et de la brutalité et de la torture qui l'accompagnaient souvent demeuraient. Les familles et les amis des victimes éprouvaient une lente angoisse mentale. Ils alternaient entre espoir et désespoir, s'interrogeaient et attendaient, parfois pendant des années, des nouvelles qui ne viendraient peut-être jamais. De plus, ils avaient bien conscience d'être, eux aussi menacés, qu'ils risquaient de subir le même sort, car la recherche de la vérité pouvait les exposer à un danger encore plus grand. Il a rappelé que les enfants pouvaient également être victimes, directement ou indirectement. La disparition d'un enfant contrevenait clairement à un certain nombre de dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment le droit à une identité personnelle. La perte d'un parent à la suite d'une disparition constituait également une violation grave des droits fondamentaux de l'enfant. Les communautés étaient directement touchées par la disparition des soutiens de famille, la dégradation de la situation économique des familles et leur marginalisation sociale.

51. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué que les disparitions forcées figuraient dans la plupart des plans de travail des présences du HCDH sur le terrain. Le Bureau du HCDH en Colombie a poursuivi ses activités avec les institutions publiques chargées de la recherche des personnes disparues et de l'instruction de leurs dossiers, ainsi qu'avec les victimes, les ONG et d'autres acteurs de la société civile, afin de favoriser l'adoption de mesures de prévention et d'élimination de ce crime. Le Bureau a fourni aussi des orientations générales aux victimes et aux organisations de la société civile qui les aidaient à présenter des actions en urgence au Comité des disparitions forcées. Les orientations ont également pris en compte les observations du Comité lorsqu'il s'agissait d'aider les institutions publiques et les organisations de la société civile à élaborer des projets liés aux disparitions forcées. Dans son rapport annuel de 2022, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a salué l'acceptation par la Colombie de la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications individuelles comme un pas en avant important dans la recherche, l'investigation et l'élimination des disparitions forcées, et exhorté l'État à mettre en œuvre une politique publique globale et transparente de prévention et de prise en charge des disparitions forcées ([A/HRC/52/25](#)).

52. En novembre 2021, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) et le HCDH, avec le soutien de deux membres du Comité des disparitions forcées, ont organisé à Bagdad, une formation de deux jours à l'intention des autorités irakiennes sur la coopération avec le système des droits de l'homme des Nations Unies en matière de protection contre les disparitions forcées et de prévention de ces disparitions, ainsi qu'une formation d'une journée à l'intention de représentants

d'organisations de la société civile sur le même sujet. En novembre 2022, la MANUI et le HCDH ont aidé le Comité à organiser et à effectuer sa visite dans le pays, notamment en coordonnant les réunions avec les délégations de la Haute Commission des droits humains, avec 171 victimes et avec des organisations de la société civile des provinces d'Anbar, de Bagdad, de Kirkouk, de Diyala, d'Erbil, de Ninive et de Salaheddine. Le HCDH, en collaboration avec la MANUI, avait aidé les autorités de l'État à promouvoir, en coordination avec le Comité, la mise en œuvre des recommandations de ce dernier.

53. Au cours de la période considérée, le Bureau du HCDH au Mexique a apporté un soutien essentiel à l'organisation et au déroulement de la visite du Comité en novembre 2021. Depuis cette date, le Bureau avait maintenu une interaction permanente avec les autorités de l'État, les victimes, les ONG et d'autres acteurs de la société civile afin de suivre la mise en œuvre des recommandations du Comité et de faciliter leurs échanges avec ce dernier. Le Bureau avait notamment organisé des exposés en ligne, au cours desquels le Comité avait présenté son rapport de visite aux acteurs de la société civile. Il avait également participé aux réunions du mécanisme de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues du rapport de visite du Comité, établi par le Ministère des affaires étrangères, qui rassemblait 25 institutions publiques afin de coordonner leur action au titre de l'application des recommandations dudit Comité. Le Bureau avait suivi également les initiatives prises au niveau des États pour établir des mécanismes nationaux visant à favoriser l'application de ces mêmes recommandations à Coahuila, Veracruz et Zacatecas. Suite à la décision adoptée par la Cour suprême du Mexique en 2021, par laquelle elle avait déclaré que les interventions d'urgence du Comité avaient force obligatoire, le HCDH avait soutenu et coordonné l'élaboration d'une publication sur leur nature contraignante intitulée « La nature contraignante des interventions d'urgence du Comité des disparitions forcées »².

54. Au cours de la période couverte par le rapport, le HCDH avait également continué à prêter son concours au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et au Comité des disparitions forcées. Les deux mécanismes avaient affiné davantage leurs interprétations et observations des instruments internationaux pertinents en matière de droits humains, ce qui avait permis d'indiquer aux États Membres et aux autres parties prenantes les mesures à adopter pour prévenir et éliminer les disparitions forcées conformément aux droits et obligations prévus par la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

55. En 2022, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels du HCDH avait publié un guide de formation sur l'établissement de rapports au titre de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées³. Le guide était un outil pratique destiné à aider tous les États et autres acteurs à mieux se faire une idée des droits consacrés par la Convention, et ainsi, permettre aux États parties de mieux s'acquitter des obligations qui leur incombaient à cet égard, notamment en soumettant des rapports de qualité.

56. En Asie du Sud-Est, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels et le Bureau régional du HCDH ont poursuivi leurs efforts visant à promouvoir la Convention dans la région. Plusieurs activités de renforcement des capacités avaient été organisées, avec la participation en ligne de membres du Comité des disparitions forcées, y compris une séance de formation en Malaisie en novembre 2021 à l'intention des fonctionnaires malaisiens ; un webinaire régional en juin 2022

² Voir <https://hchr.org.mx/publicaciones/el-caracter-vinculante-de-las-acciones-urgentes-del-comite-de-la-onu-contra-la-desaparicion-forzada-en-mexico/>.

³ <https://www.ohchr.org/en/publications/training-and-education-publications/ohchr-training-guide-reporting-under-international>

consacré au guide de formation sur l'établissement de rapports au titre de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ; et une séance de formation à Bangkok en avril 2023 à l'intention des responsables gouvernementaux de la République démocratique populaire lao. En outre, le 30 août 2021, le Bureau régional avait diffusé une vidéo à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, dans laquelle les États asiatiques étaient appelés à ratifier la Convention. Une version abrégée de la vidéo avait été largement diffusée dans les médias sociaux. En août 2022, le Bureau régional avait également aidé le Comité sur les disparitions forcées à organiser une consultation régionale en vue de l'élaboration de la première observation générale dudit Comité dans le contexte des migrations.

57. Dans le Pacifique, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels et le Bureau régional du HCDH pour le Pacifique ont aidé les États parties à s'acquitter de leurs obligations en matière d'établissement de rapports au titre de la Convention. Une assistance technique avait été fournie, en particulier à Samoa, en janvier 2023, pour la rédaction de son premier rapport au Comité.

58. En Amérique centrale et dans les Caraïbes, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels et le Bureau régional du HCDH pour l'Amérique centrale et la République dominicaine ont aidé à organiser le Forum régional sur les disparitions de migrants en Amérique centrale et au Mexique eu égard aux recommandations formulées par les mécanismes de protection des droits humains, qui s'était tenu en août 2022 et auquel les membres du Comité avaient participé. Toujours en août 2022, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels a aidé le Comité à organiser une consultation régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en vue de l'élaboration de l'observation générale du Comité, sur les disparitions forcées dans le contexte des migrations.

59. Le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels a également permis d'aider les organisations de la société civile dans leurs échanges avec le Comité. Il a tenu une formation en février 2022 pour aider également leurs représentants à Samoa à participer aux activités des organes conventionnels. Des formations similaires avaient été organisées en avril et juillet 2022 pour aider en outre la société civile en Équateur et en Uruguay respectivement à collaborer avec le Comité et à lui soumettre des informations.

60. Plus généralement, le programme de renforcement des capacités des organes conventionnels avait prévu de continuer à étoffer les activités visant à promouvoir la ratification de la Convention dans le contexte de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. À cet égard, le Bureau collaborerait avec les États, les institutions nationales de défense des droits humains et les organisations de la société civile, en particulier l'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées.

VI. Activités du Comité des disparitions forcées

61. Au cours de la période considérée, le Comité des disparitions forcées a mis au point diverses activités visant à promouvoir la ratification et l'application de la Convention. Il a maintenu ses échanges et sa coordination avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et d'autres mécanismes et parties prenantes concernés. Le Comité et le Groupe de travail avaient tenu cinq réunions périodiques pour mieux assurer la coordination de leurs travaux au cours de la période considérée et s'étaient consultés sur leurs projets respectifs. Les activités du Comité sont présentées en détail dans les derniers rapports annuels qu'il a présentés à

l'Assemblée générale à ses soixante-dix-septième et soixante-dix-huitième sessions (A/77/56 et A/78/56).

62. Dans toutes ses déclarations publiques, la Présidente du Comité n'avait cessé de promouvoir la ratification de la Convention et de souligner qu'une fois ratifiée, il fallait l'appliquer et en transposer les dispositions dans la législation nationale. Elle avait également continué d'inviter les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à reconnaître la compétence du Comité en vertu des articles 31 et 32 de la Convention. Les membres du Comité avaient également renouvelé l'appel de ce dernier en faveur de la ratification universelle de la Convention dans toutes leurs interventions publiques et leurs interactions avec les États Membres.

63. En outre, le Comité et son secrétariat ont participé à plusieurs réunions et séances de formation en ligne avec des autorités de l'État, des acteurs de la société civile et des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains, afin de promouvoir la ratification de la Convention et la reconnaissance de la compétence du Comité pour ce qui était d'examiner les communications individuelles et interétatiques. Ces réunions ont été organisées à l'intention d'El Salvador, du Guatemala, de l'Indonésie, du Liban, de la Malaisie, du Pakistan, de la République démocratique populaire lao et de la Thaïlande. Le 2 février 2023, le Comité et son secrétariat ont participé à une manifestation organisée par l'Argentine et la France qui avait réuni 27 États Membres pour favoriser la ratification de la Convention. Le Comité et son secrétariat ont rendu compte des activités menées par le Comité au cours des quatre dernières années, afin de mettre en lumière les mesures prises pour soutenir les États, les victimes et les autres acteurs de la société civile, ainsi que celles menées par les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains, de manière à prévenir et à éliminer les disparitions forcées dans le monde entier, et souligné qu'il importait pour tous les États de conjuguer leurs efforts à cette fin, en commençant par ratifier la Convention.

64. En coordination avec l'Argentine et la France, le Comité a également poursuivi l'élaboration d'un projet visant à organiser un congrès mondial pour promouvoir la ratification de la Convention, en collaboration avec divers partenaires, notamment la Coalition internationale contre les disparitions forcées, la Fédération latino-américaine des associations de parents de détenus et de disparus, la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées et l'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées.

65. Le 30 août 2022, à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, le Comité et le Groupe de travail ont diffusé une vidéo qui mettait en avant les victimes de disparitions forcées et appelait tous les États à ratifier d'urgence la Convention. Ils ont également publié un dépliant qui servait à décrire brièvement le Comité et le Groupe de travail ; et une version actualisée des fiches d'information sur les disparitions forcées.

66. Le Comité a également encouragé l'élaboration d'une déclaration commune sur les adoptions internationales illégales⁴ avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, le Comité des droits de l'enfant, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants et la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. La déclaration a été adoptée par tous les mécanismes concernés en septembre 2022.

⁴ Voir https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/ced/2022-09-29/JointstatementICA_HR_28September2022.pdf.

67. Lors de sa vingt-quatrième session, le Comité a invité le Groupe de travail à se joindre à un projet sur la notion de « disparitions forcées à court terme ». Les deux mécanismes ont lancé un appel conjoint à contributions sur la question.

68. Le 7 mars 2023, un représentant du HCDH au Mexique a fait une intervention conjointe, au nom du Comité et du Groupe de travail, lors d'une audition publique de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur l'accès à l'information, notamment aux archives militaires et à celles des services de renseignement, liées aux disparitions forcées.

69. Le Comité et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont mis en œuvre leur feuille de route en matière de coordination, dans le cadre de réunions annuelles, de déclarations communes à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées⁵ et de consultations sur leurs projets respectifs.

70. Le Comité a entamé l'élaboration d'un projet d'observation générale sur les disparitions forcées dans le contexte des migrations. Il a également adopté une déclaration sur les acteurs non étatiques dans le contexte de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Dans le cadre des processus d'élaboration de l'observation générale, le Comité a lancé de vastes consultations par voie d'appels à contributions écrites, de consultations régionales en ligne avec les régions d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes, en coopération avec les présences sur le terrain du HCDH, et de réunions en ligne avec les parties prenantes concernées.

VII. Activités du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

71. Lors de la cinquante et unième session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2022 et pour marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée en 1992, le Groupe de travail a présenté une étude visant à faire le point sur les progrès du droit international en la matière, ainsi qu'à recenser les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la Déclaration. Le document faisait largement référence à la Convention et à son importance. L'une des recommandations de l'étude était que les États qui ne l'avaient pas encore fait ratifient la Convention ou y adhèrent et reconnaissent la compétence du Comité pour recevoir et examiner les communications émanant de particuliers ainsi que les communications interétatiques.

72. Dans le cadre de ses visites dans les pays, le Groupe de travail avait toujours recommandé aux États, le cas échéant, de ratifier la Convention et de reconnaître la compétence du Comité pour examiner les communications individuelles et interétatiques au titre des articles 31 et 32 de la Convention⁶.

⁵ Le 30 août 2022, le Comité, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Groupe de travail ont publié une déclaration commune qui appelait les États à prévenir et à contrer les effets néfastes subis par les proches des personnes disparues, en se fondant sur une approche tenant compte des questions de genre. Le 30 août 2021, les trois mécanismes ont lancé un appel conjoint aux États pour qu'ils adoptent et mettent en œuvre des stratégies de recherche et d'enquête dans le cadre d'une politique globale sur les disparitions.

⁶ Voir www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/disappearances/statements/2023-03-29-com-honduras-wgeid-es.pdf, p. 3.

VIII. Activités menées par les entités et organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour promouvoir la ratification de la Convention

73. Le CICR) a été un partenaire permanent du Comité. Les deux entités ont régulièrement échangé des informations sur leurs activités et fourni des commentaires et des contributions sur leurs projets respectifs, dans le but d'assurer leur conformité avec la Convention. Le 15 septembre 2022, le Comité avait participé à une manifestation parallèle organisée par le CICR sur les mécanismes nationaux concernant les personnes disparues et leurs familles. Au cours de la vingt-quatrième session du Comité, le CICR et le Comité avaient tenu une réunion d'échange d'informations sur leurs projets et activités respectifs, et le CICR avait fourni des contributions confidentielles à la suite des appels à contributions lancés par le Comité. Ils avaient également pris part à des réunions et à des consultations régionales liées au projet d'observation générale du Comité sur les disparitions forcées dans le contexte des migrations.

74. L'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées, la Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées et la Coalition internationale contre les disparitions forcées ont mené des activités en vue de la ratification et de la mise en œuvre universelles de la Convention, notamment une série d'activités et de manifestations avec des représentants des États, des victimes et des familles de victimes de disparitions forcées, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes. L'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées consultait actuellement tous les acteurs et élaborait une étude de base sur la ratification de la Convention destinée à orienter la formulation d'une stratégie concertée et d'un plan d'action en faveur de la campagne de ratification.

75. L'Initiative relative à la Convention contre les disparitions forcées a décidé d'organiser en 2024 un congrès mondial sur les disparitions forcées, visant à a) aboutir à un accord sur une stratégie et un plan d'action communs pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre universelles de la Convention ; b) replacer les familles au centre des efforts conjoints, notamment en soutenant et en renforçant leurs activités et réseaux ; c) promouvoir le dialogue intergouvernemental sur les disparitions forcées ; et d) sensibiliser le public aux disparitions forcées, à leurs effets dévastateurs et à la nécessité d'améliorer la réponse de la communauté internationale.

76. La Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées a mené des actions de plaidoyer politique en rencontrant des responsables gouvernementaux, des législateurs et des diplomates de différents pays tels que le Canada, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique.

77. En 2021, 2022 et 2023, elle a organisé des manifestations à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, le 20 août, afin de fournir des informations sur la Convention dans le cadre de la lutte contre les disparitions forcées.

78. La Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées a en outre plaidé en faveur de la ratification de la Convention au sein des instances internationales.

79. Au cours des deux dernières années, la Coalition internationale contre les disparitions forcées a notamment organisé des manifestations en ligne à l'occasion de dates traditionnellement commémorées, telles que la Semaine internationale des personnes disparues et la Journée internationale des victimes de disparitions forcées,

approuvées par l'ONU. Ces manifestations avaient été menées en coopération avec le Comité et le Groupe de travail.

IX. Conclusion

80. Bien que, dans l'ensemble, les États s'accordent à dire qu'il est urgent de prévenir et d'éliminer les disparitions forcées dans toutes les régions du monde, peu de pays ont ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

81. Le Secrétaire général encourage à nouveau tous les États qui ne le sont pas encore à devenir parties à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, ainsi qu'à reconnaître, en vertu des articles 31 et 32 de la Convention, la compétence du Comité des disparitions forcées. L'ONU s'engage à ne pas relâcher tous les efforts qu'elle déploie pour aider les États à devenir parties à la Convention et à en faire appliquer toutes les dispositions.

Annexe

**États ayant signé ou ratifié la Convention internationale
pour la protection de toutes les personnes
contre les disparitions forcées, ou y ayant adhéré,
au 25 mai 2023**

| <i>État</i> | <i>Date de signature</i> | <i>Date d'adhésion ou de ratification</i> |
|---------------------------------|--------------------------|---|
| Albanie ^a | 6 février 2007 | 8 novembre 2007 |
| Algérie | 6 février 2007 | |
| Allemagne ^a | 26 septembre 2007 | 24 septembre 2009 |
| Angola | 24 septembre 2014 | |
| Argentine ^a | 6 février 2007 | 14 décembre 2007 |
| Arménie | 10 avril 2007 | 24 janvier 2011 |
| Autriche ^a | 6 février 2007 | 7 juin 2012 |
| Azerbaïdjan | 6 février 2007 | |
| Belgique ^a | 6 février 2007 | 2 juin 2011 |
| Belize ^b | | 14 août 2015 |
| Bénin | 19 mars 2010 | 2 novembre 2017 |
| Bolivie (État plurinational de) | 6 février 2007 | 17 décembre 2008 |
| Bosnie-Herzégovine ^a | 6 février 2007 | 30 mars 2012 |
| Brésil | 6 février 2007 | 29 novembre 2010 |
| Bulgarie | 24 septembre 2008 | |
| Burkina Faso | 6 février 2007 | 3 décembre 2009 |
| Burundi | 6 février 2007 | |
| Cabo Verde | 6 février 2007 | 20 décembre 2022 |
| Cambodge ^b | | 27 Jun 2013 |
| Cameroun | 6 février 2007 | |
| Chili ^a | 6 février 2007 | 8 décembre 2009 |
| Chypre | 6 février 2007 | |
| Colombie ^a | 27 septembre 2007 | 11 juillet 2012 |
| Comores | 6 février 2007 | |
| Congo | 6 février 2007 | |
| Costa Rica | 6 février 2007 | 16 février 2012 |
| Croatie ^a | 6 février 2007 | 31 janvier 2022 |
| Cuba | 6 février 2007 | 2 février 2009 |
| Danemark | 25 septembre 2007 | 13 janvier 2022 |

| <i>État</i> | <i>Date de signature</i> | <i>Date d'adhésion ou de ratification</i> |
|-------------------------|------------------------------|---|
| Dominique ^b | | 13 mai 2019 |
| Équateur ^a | 24 mai 2007 | 20 octobre 2009 |
| Espagne ^a | 27 septembre 2007 | 24 septembre 2009 |
| Eswatini | 25 septembre 2007 | |
| Fidji ^b | | 19 août 2019 |
| Finlande ^a | 6 février 2007 | 24 mars 2023 |
| France ^a | 6 février 2007 | 23 septembre 2008 |
| Gabon | 25 septembre 2007 | 19 janvier 2011 |
| Gambie | 20 septembre 2017 | 28 septembre 2018 |
| Ghana | 6 février 2007 | |
| Grèce | 1 ^{er} octobre 2008 | 9 juillet 2015 |
| Grenade | 6 février 2007 | |
| Guatemala | 6 février 2007 | |
| Guinée-Bissau | 24 septembre 2013 | |
| Haïti | 6 février 2007 | |
| Honduras | 6 février 2007 | 1 ^{er} avril 2008 |
| Inde | 6 février 2007 | |
| Indonésie | 27 septembre 2010 | |
| Iraq ^b | | 23 novembre 2010 |
| Irlande | 29 mars 2007 | |
| Island | 1 ^{er} octobre 2008 | |
| Italie | 3 juillet 2007 | 8 octobre 2015 |
| Japon ^a | 6 février 2007 | 23 juillet 2009 |
| Kazakhstan ^b | | 27 février 2009 |
| Kenya | 6 février 2007 | |
| Lesotho | 22 septembre 2010 | 6 décembre 2013 |
| Liban | 6 février 2007 | |
| Liechtenstein | 1 ^{er} octobre 2007 | |
| Lituanie ^a | 6 février 2007 | 14 août 2013 |
| Luxembourg ^a | 6 février 2007 | 1 ^{er} avril 2022 |
| Macédoine du Nord | 6 février 2007 | |
| Madagascar | 6 février 2007 | |
| Malawi ^b | | 14 juillet 2017 |
| Maldives | 6 février 2007 | |

| <i>État</i> | <i>Date de signature</i> | <i>Date d'adhésion ou de ratification</i> |
|--|--------------------------|---|
| Mali ^a | 6 février 2007 | 1 ^{er} juillet 2009 |
| Malte | 6 février 2007 | 27 mars 2015 |
| Maroc | 6 février 2007 | 14 mai 2013 |
| Mauritanie | 27 septembre 2011 | 3 octobre 2012 |
| Mexique ^a | 6 février 2007 | 18 mars 2008 |
| Monaco | 6 février 2007 | |
| Mongolie | 6 février 2007 | 12 février 2015 |
| Monténégro ^a | 6 février 2007 | 20 septembre 2011 |
| Mozambique | 24 décembre 2008 | |
| Niger | 6 février 2007 | 24 juillet 2015 |
| Nigéria ^b | | 27 juillet 2009 |
| Norvège | 21 décembre 2007 | 22 août 2019 |
| Oman ^b | | 12 juin 2020 |
| Ouganda | 6 février 2007 | |
| Palaos | 20 septembre 2011 | |
| Panama | 25 septembre 2007 | 24 juin 2011 |
| Paraguay | 6 février 2007 | 3 août 2010 |
| Pays-Bas (Royaume des) ^a | 29 avril 2008 | 23 mars 2011 |
| Pérou ^{a, b} | | 26 septembre 2012 |
| Pologne | 25 juin 2013 | |
| Portugal ^a | 6 février 2007 | 27 janvier 2014 |
| République centrafricaine ^b | | 11 octobre 2016 |
| République de Corée ^{a, b} | | 4 janvier 2023 |
| République de Moldova | 6 février 2007 | |
| République démocratique populaire lao | 29 septembre 2008 | |
| République dominicaine | 26 septembre 2018 | |
| République tchèque ^a | 19 juillet 2016 | 8 février 2017 |
| République-Unie de Tanzanie | 29 septembre 2008 | |
| Roumanie | 3 décembre 2008 | |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 29 mars 2010 | |
| Samoa | 6 février 2007 | 27 novembre 2012 |
| Sénégal | 6 février 2007 | 11 décembre 2008 |
| Serbie ^a | 6 février 2007 | 18 mai 2011 |
| Seychelles ^b | | 18 janvier 2017 |

| <i>État</i> | <i>Date de signature</i> | <i>Date d'adhésion ou de ratification</i> |
|--|--------------------------|---|
| Sierra Leone | 6 février 2007 | |
| Slovaquie ^a | 26 septembre 2007 | 15 décembre 2014 |
| Slovénie ^a | 26 septembre 2007 | 15 décembre 2021 |
| Soudan ^b | | 10 août 2021 |
| Sri Lanka ^a | 10 décembre 2015 | 25 mai 2016 |
| Suède | 6 février 2007 | |
| Suisse ^a | 19 janvier 2011 | 2 décembre 2016 |
| Tchad | 6 février 2007 | |
| Thaïlande | 9 janvier 2012 | |
| Togo | 27 octobre 2010 | 21 juillet 2014 |
| Tunisie | 6 février 2007 | 29 juin 2011 |
| Ukraine ^{a, b} | | 14 août 2015 |
| Uruguay ^a | 6 février 2007 | 4 mars 2009 |
| Vanuatu | 6 février 2007 | |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 21 octobre 2008 | |
| Zambie | 27 septembre 2010 | 4 avril 2011 |

^a États qui ont déclaré qu'ils reconnaissaient la compétence qu'accordent au Comité les articles 31 ou 32 de la Convention. Le texte intégral des déclarations et réserves formulées par les États parties est disponible à l'adresse suivante : <https://treaties.un.org>.

^b Adhésion.